

## **A l'annonce du Rapport Attali : plus que jamais, grève le 24 janvier 2008 !**

La FNEC FP FO a pris connaissance des informations diffusées dans la presse au sujet du rapport demandé par le Président de la République à monsieur Attali pour « *libérer la croissance* » et qui devrait lui être remis le 23 janvier. Depuis quand pour « *libérer la croissance* » faudrait-il détruire et privatiser ?

En effet, pour ce qui concerne les responsabilités de la FNEC FP FO, les propositions de ce rapport viseraient à détruire deux siècles d'acquis sociaux et démocratiques qui ont conditionné le statut de la Fonction publique et les statuts particuliers qui lui sont liés, notamment dans l'enseignement, la recherche, la formation professionnelle et la culture.

Ce rapport s'attaque de façon définitive à la protection sociale collective des travailleurs : sécurité sociale de 1945, retraites... Selon le journal Le Monde, M. Attali « *appelle clairement à l'abandon d'un modèle hérité de l'après-guerre, alors efficace mais devenu inadapté.* » Il vise, en fait, à interdire à nos enfants l'essentiel des acquis arrachés par nos grands-parents à la Libération.

Au nom de la réduction du coût du travail, et de celui des services publics, face à la compétitivité mondiale, le Rapport Attali n'hésiterait pas à proposer le renforcement de l'enseignement privé, la concentration des universités et grandes écoles en dix pôles financés à 80 % par le privé. Il proposerait l' « *évaluation* » des « *services de l'Etat ( école, université, hôpital, administrations )* », ainsi que celle des « *fonctionnaires* » par les « *usagers* », notamment des « *enseignants* » par ...les « *élèves* ».

La neutralité républicaine serait bafouée. La concurrence entre école, établissement, voire même entre individus ouvrirait une ère de balkanisation et de privatisation. C'est un Rapport de relance de la Privatisation qui reprend la formule du « *chèque éducation* » des organismes financiers supranationaux sous la forme d'un pécule « *droits à l'école* ». Les enseignants seraient-ils alors payés avec des « *chèques emploi service* » ? Les « *métiers de l'éducation* » se seraient-ils substitués au statut de fonctionnaire d'état des différents corps de professeurs ?

Il est alors cohérent que ce Rapport puisse proposer que les enseignants devraient « *dès le primaire* », « *expliquer aux élèves* », le « *rôle de la concurrence* »... « *dans la création des richesses* ». Les enseignants, quels qu'ils soient, n'accepteront jamais d'œuvrer à un tel « *bourrage de crâne* ».

La FNEC FP FO a pris connaissance des déclarations du rapporteur indiquant que 25% des informations diffusées au sujet de ce Rapport étaient inexactes. Elle souhaite, en tout état de cause, que le Président de la République ne tienne compte d'aucune des mesures des 75% restant. Comme l'indique l'éditorialiste du Monde : « *Gageons qu'elles auront ...quelques difficultés à être traduites en actes.* »

Les orientations de ce Rapport se retrouvent déjà dans les mesures et projets gouvernementaux et patronaux. Face à elles, la meilleure des réponses est la mobilisation pour la grève et les manifestations du 24 janvier :

- pour les 37,5 pour tous, et dès maintenant bloquer à 40 annuités,
- pour rattraper le pouvoir d'achat perdu par l'augmentation du point d'indice pour tous,
- pour annuler les fermetures de classes, d'établissements, et les suppressions de postes,
- pour le réemploi immédiat de tous les non titulaires de droit public et privé,
- pour le maintien intégral du statut de la Fonction publique et des statuts particuliers.

Montreuil, le 21 janvier 2008